

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 23 NOVEMBRE 1958

2ème CIRCONSCRIPTION
DE LOIRE-ATLANTIQUE



Mouvement Républicain Populaire

Électrices, Électeurs,

Fidèle aux électeurs et électrices qui, depuis 14 ans ont accordé leurs voix à un Parti qui n'a jamais caché son drapeau, ni changé son étiquette pour des besoins électoraux;

Fidèle au M. R. P. qui, héritier des Mouvements Démocrates d'inspiration chrétienne a toujours lutté pour une **République Nouvelle,** libérée de la tyrannie des intérêts particuliers, où tous les Travailleurs, Paysans, Ouvriers, Artisans, Commerçants, participent à la vie économique et politique de la Nation, où la Famille soit respectée, où les Vieux obtiennent des conditions décentes d'existence, où, en un mot, soient respectés les droits de la personne humaine;

Fidèle à mon idéal de Résistant quand, répondant à l'appel du Général de GAULLE du 18 Juin 1940, je participais à la diffusion en LOIRE-ATLANTIQUE, de la presse clandestine;

Fidèle à mon passé de militant familial et syndicaliste;

J'ai l'honneur de me présenter à vos suffrages.

Malgré tous les efforts du M. R. P. depuis 1946, pour aboutir à la révision de la Constitution, la France n'avait pu réformer à temps des institutions paralysées par des formations politiques spécialistes du déclanchement des crises ministérielles et elle a traversé une crise grave.

La présence de P. PFLIMLIN à la tête du gouvernement a évité que notre Pays soit plongé dans la guerre civile. Elle a permis, dans la légalité, l'appel au Général de GAULLE. Ce dernier peut ainsi jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'arbitre.

Le Général de GAULLE a voulu s'appuyer sur une large union. Repoussant l'offre des « ultras » d'extrême droite, il s'est entouré d'hommes au patriotisme éclairé et qui ont fait leurs preuves. Le 28 Septembre, 8 Français sur 10, l'ont approuvé en disant « OUI » à la nouvelle Constitution. Cette union des « OUI » doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale et au futur gouvernement pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle. Nous ne sommes pas de ceux qui cherchent dans la vie publique des prétextes pour opposer des Français à d'autres Français. Notre vocation est d'unir tous ceux qui, **attachés à la liberté et à la patrie,** doivent s'atteler ensemble à l'œuvre commune.

En Algérie, il faut établir **une paix française fondée sur la justice,** telle que l'a définie le général de GAULLE, politique basée, comme l'a toujours dit le M. R. P., sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la Métropole.

Outre-mer, il s'agit de construire la **Communauté des peuples libres,** expérience sans précédent et qu'il faut réussir car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du communisme.

En Europe, l'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert SCHUMAN, doit être continuée et développée. Le marché commun offre à notre agriculture comme à notre industrie, les meilleures chances de progrès et de développement.

Dans le **domaine économique et social,** nous refusons le faux dilemne : récession ou inflation. Une politique d'expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie, comme l'a montré l'expérience PFLIMLIN de 1955. Elle est une des conditions du **progrès social et familial.**

Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail, où les affaires se ralentissent, nous voulons :

— l'application d'une politique économique d'ensemble qui facilite le crédit, favorise les investissements et l'expansion régionale ;

— une politique de plein emploi et l'institution du salaire garanti pour les travailleurs privés d'emploi ;

— la revalorisation des allocations familiales et de l'allocation aux vieux ;

— une audacieuse politique **du logement,** et de lutte contre les fléaux sociaux : alcoolisme, tuberculose, cancer et taudis ;

— une amélioration sensible des conditions de vie et de fonctionnement des services de l'Éducation Nationale, assurant à toute notre jeunesse, les écoles et les maîtres, auxquels elle a droit ;

— la solution de la question scolaire, dans le rejet de tout sectarisme et le respect de la Justice et de la Liberté effective de l'enseignement.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite ;

Parce que vous écartez l'étatisme socialiste et le conservatisme indépendant ;

Parce que vous voulez la justice et le progrès dans la liberté,

Vous voterez pour une RÉPUBLIQUE FORTE au service de la Nation.

Vous voterez pour une RÉPUBLIQUE SOCIALE au service de la Fraternité.

Vous voterez pour le candidat M. R. P. d'action sociale et familiale,

Marcel BARRÉ

Professeur de Lycée - Licencié ès-lettres

Remplaçante éventuelle : Mme Germaine Merlant-Amieux Infirmière diplômée d'État

Imprimerie LE GOVIC - Savenay